

COMMUNIQUÉ

Le SNUEP-FSU déterminé à combattre les projets de démantèlement de la voie professionnelle.

Lors de son 7^e congrès du 28 juin au 2 juillet, le SNUEP-FSU s'est doté de mandats renforcés pour lutter contre le projet des ministres de l'Éducation nationale et du travail qui opèrent depuis quatre ans un véritable démantèlement de l'enseignement professionnel public.

La *Transformation de la voie professionnelle* conjuguée à la loi *Pour la liberté de choisir son avenir professionnel* poursuivent l'objectif d'imposer l'apprentissage comme unique voie pour insérer les jeunes dans le monde du travail. Ce système hérité du vieux monde, sans contrôle et piloté par les organisations patronales qui empochent au passage des milliards d'euros sur les budgets publics, représente un recul majeur pour la jeunesse des milieux populaires. Dans le contexte annoncé de crise économique d'ampleur, il ne permet aucunement l'acquisition d'une formation globale, équilibrée et émancipatrice ni d'élever le niveau de qualification de la jeunesse. Deux exigences que le SNUEP-FSU défend avec force car elles sont indispensables à la sécurisation des parcours scolaire et professionnel des jeunes.

Le SNUEP-FSU continuera de combattre la loi de *Transformation de la fonction publique*. Pour les personnels des lycées professionnels, elle se traduit par une gestion entièrement opaque des carrières et des mutations mettant fortement à mal les principes d'égalité et de justice. Parallèlement, les projets dangereux décrits dans le *Grenelle* impliquent des transformations majeures de nos métiers en instaurant des hiérarchies intermédiaires dans les établissements, l'obligation de remplacements sans personnels supplémentaires ou encore des moyens conditionnés à des projets imposés. C'est donc bien l'ensemble du service public d'éducation qui subit des attaques brutales et délétères pour les conditions de travail des personnels comme pour la réussite des élèves.

Alors que J.-M. Blanquer se prétendait être le ministre de la revalorisation salariale des enseignant-es, il aura été incapable de mettre en œuvre une loi de programmation pluriannuelle comme il l'avait annoncé dans tous les médias. Si quelques enseignant-es bénéficieront d'une prime d'attractivité qui n'amortira même pas les effets de l'inflation, la grande majorité est purement exclu-e de toute mesure d'amélioration de leur pouvoir d'achat.

Les orientations politiques menées par ce gouvernement ont aggravé les inégalités mais aussi la situation économique, sociale et démocratique du pays. La crise sanitaire et les réformes imposées par le ministre ont aussi fortement percuté les collectifs de travail.

Le SNUEP-FSU est déterminé à renforcer ses actions au plus près des collègues pour lutter contre les pressions hiérarchiques, pour armer les personnels à faire respecter leurs droits et combattre collectivement la *Transformation de la voie professionnelle*.

Le SNUEP-FSU s'engage à rassembler les personnels de la voie professionnelle pour créer les conditions d'une mobilisation unitaire d'ampleur dans l'éducation dès le mois de septembre. Il continuera d'exiger un plan massif d'investissement dans l'Éducation nationale et dans la voie professionnelle scolaire en particulier pour que l'École et les lycées professionnels puissent remplir leurs missions et leurs rôles majeurs dans ce contexte alarmant.

Avec la FSU, le SNUEP-FSU s'inscrit dans les mobilisations interprofessionnelles contre la loi sur l'assurance chômage et le projet de réforme des retraites et pour porter la nécessité de sécuriser les emplois et notre modèle social. Le SNUEP-FSU considère qu'il est indispensable de renverser les rapports de force pour mettre un coup d'arrêt à ces politiques libérales dangereuses et injustes et leur cortège de mesures anti-sociales et liberticides.